

# **La population d'une cité-jardin de la banlieue parisienne : Suresnes, 1926–1946(\*)**

**Takao Nakano**

## **Introduction**

Je m'intéresse depuis longtemps aux conditions des gens de peuple en France, sous leurs divers aspects, comme leurs mouvements sociaux, leur travail, leur famille, et leur habitat surtout en ville. En faisant des études de cette sorte, j'ai toujours envie de mieux comprendre la France aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. La cité-jardin de Suresnes et sa population est aussi pour moi un des sujets de recherche dans cette ligne.

En ce qui concerne la cité-jardin de Suresnes, construite entre les années 1920 et les années 1950, il faut souligner qu'un certain nombre de chercheurs (historiens, sociologues, architectes, etc.) s'y sont sérieusement intéressés depuis les années autour de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Roger-Henri Guerrand, lui, a hautement estimé le projet de la cité-jardin et sa réalisation comme un aspect important des idées et activités de Henri Sellier, socialiste réformateur, tandis que Katherine Burlin, sociologue, a insisté que Sellier avait

---

(\*) Texte pour la conférence que j'ai faite le 22 mai 2013 à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée dans le cadre du séminaire interlaboratoire Paris-Est 'Ville et Territoire', « Retour sur les cités-jardins ». Il est pourtant remanié pour la publication.

comme but final de créer une vie sociale bien civilisée par l'intermédiaire de cette cité-jardin<sup>1)</sup>. D'autre part, Amina Sellali, ayant trouvé dans la cité-jardin de Suresnes la mixité sociale et les équipements communs variés et riches, l'a considérée comme à la fois un urbanisme humain et un aménagement urbain rational<sup>2)</sup>. Adeline Loiseleux, ayant tiré quelques hypothèses à partir de ses analyses sur les itinéraires de plusieurs familles, a affirmé qu'il y avait le système qui se fonctionnait pour rendre facile aux habitants de faire leur déménagement à l'intérieur de la cité-jardin et que les habitants étaient attachés à la cité-jardin de Suresnes<sup>3)</sup>. C'est sur ces derniers points en particulier que je veux bien réfléchir.

## 1 Projets et construction

Grâce aux études historiques récentes, nous savons très bien maintenant que l'extension de Paris s'est accélérée surtout depuis les années autour de la Grande Guerre. Cette urbanisation accélérée est un aboutissement de divers phénomènes produits à Paris, comme l'aménagement des transports en commun, l'afflux de la population vers Paris, les politiques employées pendant la Guerre pour contraindre la hausse des loyers. Ces dernières politiques ont continué de décourager la construction de logements même dans les années 1920. Et tous ces facteurs ont aussi contribué à détériorer les conditions de l'habitat à Paris et ses environs surtout pour les couches populaires<sup>4)</sup>. En vue de surmonter ces difficultés, les

---

1) Roger-Henri Guerrand et Christine Moissinac, *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social*, Paris, La Découverte, 2005 ; Katherine Burlen, *Citadin-citoyen. Citoyenneté politique et citoyenneté sociale*, Paris, L'Harmattan, 2003.

2) Amina Sellali, « La cité-jardin de Suresnes : l'architecture au service d'une politique urbaine d'avant-garde », Ginette Baty-Tornikian (dir.), *Cités-jardins. Genèse et actualité d'une utopie*, Paris, Recherches / Ipraus, 2001, p.117–132..

3) Adeline Loiseleux, « La ronde du quartier : quatre-vingts ans de parcours de vie dans la cité-jardin de Suresnes », Alexandre Delarge et al. (dir.), *Ville mobile*, Paris, Créaphis, 2003, p.45–53.

4) Annie Fourcaut, *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Créaphis, 2000, p.57–62 ; Alain Faure et Claire Lévy-Vroelant, *Une*

pouvoirs publics ont essayé de faire apparaître des groupes des HBM sur le terrain après la déclassement de l'enceinte fortifiée, et ils ont aussi construit les cités-jardins dans la banlieue de Paris. La cité-jardin de Suresnes est une de ces dernières constructions, réalisées par l'Office public d'HBM du département de la Seine, dont l'administrateur était Henri Sellier, maire de Suresnes de 1919 à 1941.

L'idée de la cité-jardin a été avancée pour la première fois en Angleterre à la fin du 19e siècle, par Ebenezer Howard, socialiste réformateur, et ce dans le but de transformer la société industrielle concurrentielle en une société plus harmonisée. C'est donc pour la réforme sociale qu'il pensait faire apparaître les cités-jardin autour de Londres. Selon lui, la cité-jardin devrait être une ville autonome, composée d'une partie centrale avec les établissements publics et les commerçants, des quartiers semi-centraux de résidence, et des secteurs productifs, usines et champs, entourant les quartiers centraux et semi-centraux<sup>5)</sup>. Mais une fois la construction commencée, la cité-jardin a vite perdu ses caractères originaux.

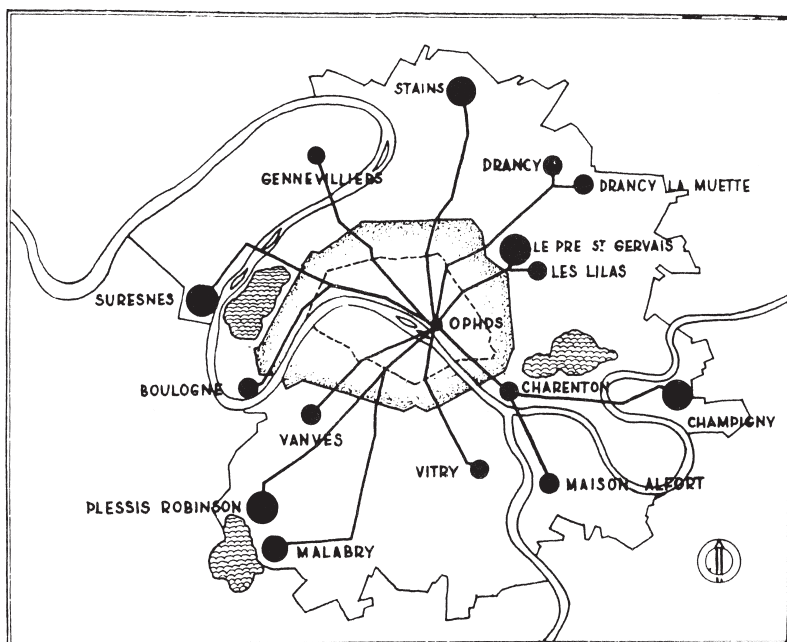
Henri Sellier a pris l'initiative de matérialiser les cités-jardin projetées par l'Office public d'HBM du département de la Seine, surtout pour résoudre les problèmes de la ville et de l'habitat pour les gens de peuple. Sellier et l'Office public avaient pour but de donner aux lotisseurs ou constructeurs un modèle d'habitation confortable, hygiénique, d'une certaine beauté, et destiné aux travailleurs<sup>6)</sup>. En succédant à la tradition de l'HBM en France et sous l'influence du mouvement réformiste anglais, ils ont fini par donner la vie à une sorte de cité-jardin à la française : c'est-à-dire la combinaison des immeubles collectifs à 5 ou 6 étages et des habitations pavillonnaires à un étage. Dans les quinze cités-jardins

---

*chambre en ville. Hôtels meublés et garnis à Paris 1860-1990*, Paris, Créaphis, 2007, p.30-40.

5) Ebenezer Howard, *Tomorrow : A Peaceful Path to Real Reform*, London, Swan Sonnenschein, 1898 ; cf. Stephen Chambers, « The garden and the city. Dispositif architecturaux et progrès social dans le modèle urbain d'Ebenezer Howard », Ginette Baty-Tornikian (dir.), *op.cit.*, p.13-25.

6) Henri Sellier, *Habitations à bon marché du département de la Seine (cités-jardins et maisons ouvrières)*, Paris, Ch. Massin, 1921, p.5-7.



*Figure 1* Cités-jardins projetées par l'Office public des HBM du département de la Seine (sources: Nicholas Bullock and James Read, *The Movement for Housing Reform in Germany and France*, Cambridge U.P., 1985, p. 372)

projetées par l'Office public d'HBM du département de la Seine, ont été construits jusqu'en 1940 environs 2.500 logements pavillonnaires et 10 milles logements collectifs. Ces chiffres ne représentent qu'autour de 5 % parmi l'ensemble des logements nouvellement construits dans le département de la Seine entre les deux guerres (*Figure 1*)<sup>7)</sup>.

La cité-jardin de Suresnes a été construite sur le plateau-sud de la ville. Mais il a fallu presque 40 ans pour qu'elle s'achève. Le plan d'ensemble a changé au cours du temps : dans le plan de 1918, se trouvent 530 logements pavillonnaires et

7) *Cahiers de l'I.A.U.R.I.F.*, vol.51 : *Les cités-jardins de la région d'Ile-de-France*, Paris, I.A.U.R.I.F., 1978, p.12-16.



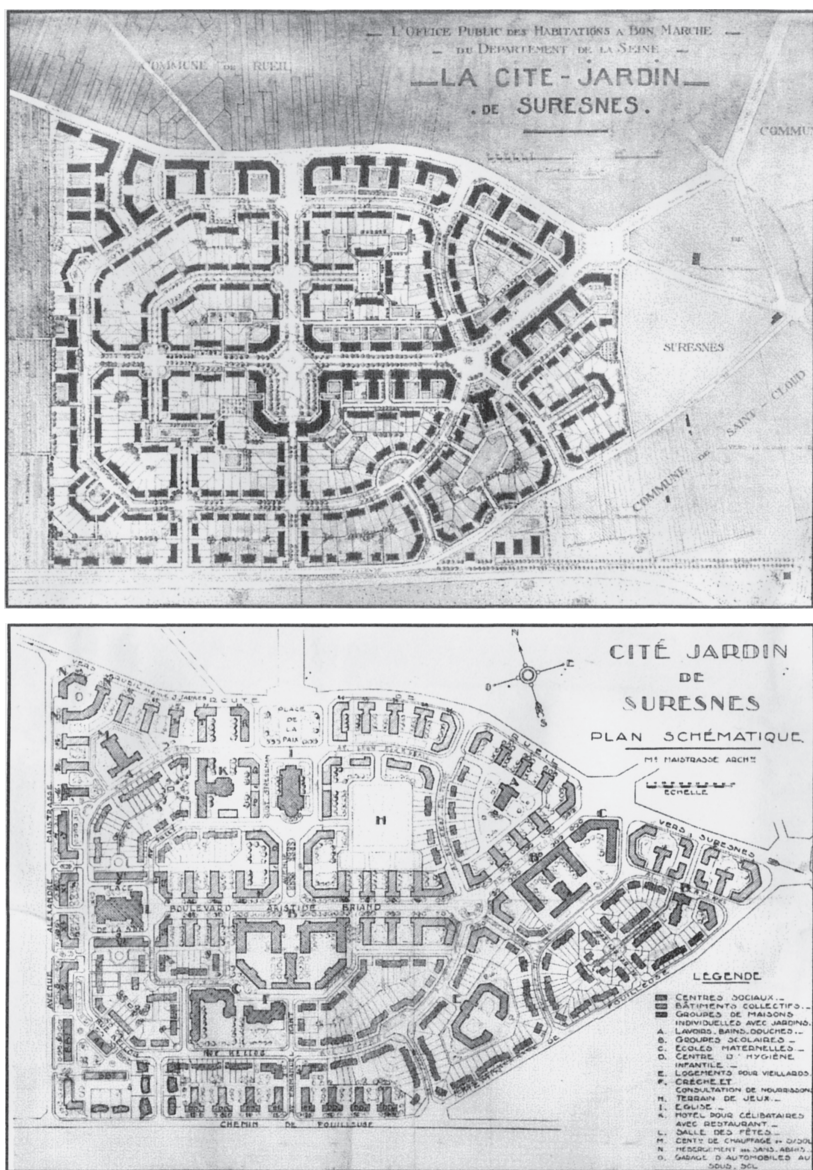


Figure 2 Plans de la cité-jardin de Suresnes, 1918 et 1933 (sources: *Idées de Cités-jardins. L'exemplarité de Suresnes*, Suresnes, Ville de Suresnes, 1998, p. 25, 27)

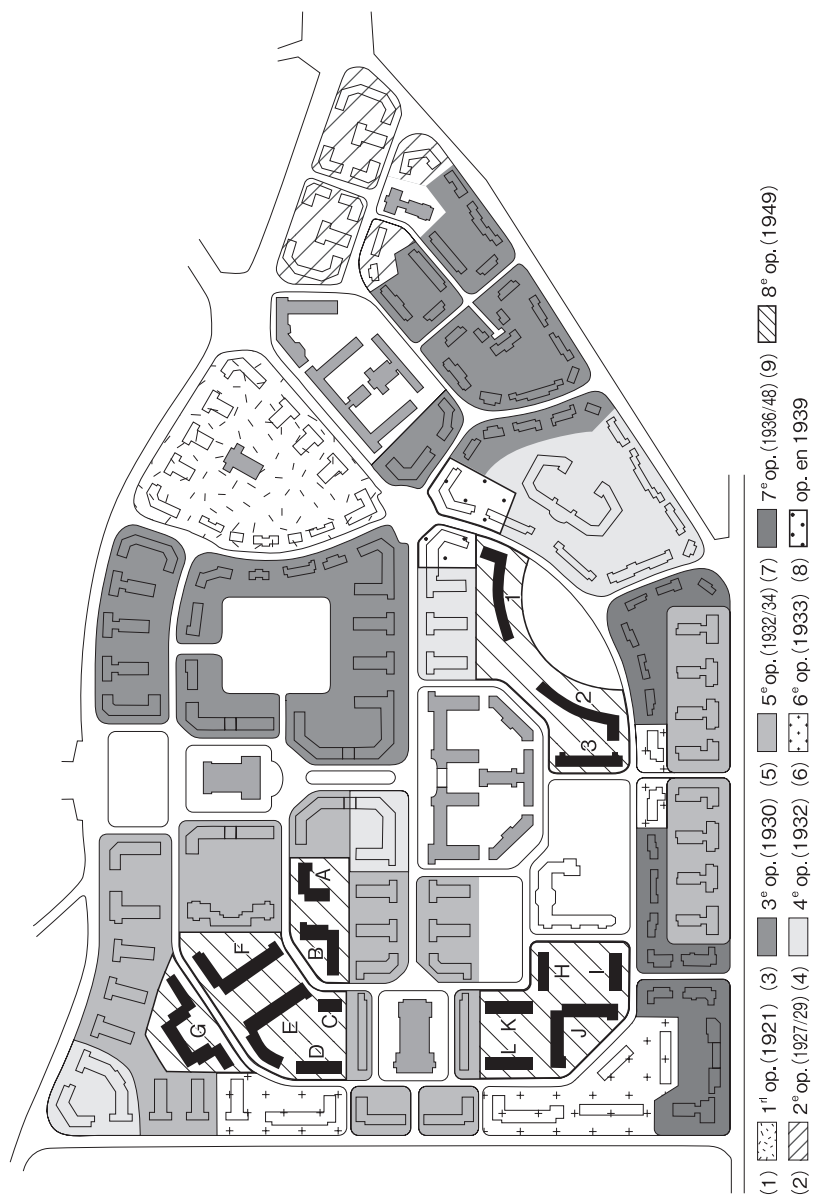


Figure 3 Les étapes de la construction (1921-1949)  
(sources: Archives municipales de Suresnes, Série T)

750 logements collectifs, mais la proportion de logements collectifs, 59 % en 1918, s'accroît pour atteindre jusqu'à presque 95 % au moment de son achèvement. Une tendance forte et claire pour remplacer les logements pavillonnaires par les logements collectifs (*Figure 2*)<sup>8)</sup>. Il est bien connu que l'Office public d'HBM du département de la Seine a fait apparaître au nom de la cité-jardin les barres et les tours à Drancy-la-Muette entre 1933 et 1935. Ce n'est plus la cité-jardin telle qu'elle était en Angleterre, mais plutôt un exemple précurseur du grand ensemble<sup>9)</sup>.

Voyons le plan qui montre le processus de la construction de la cité-jardin de Suresnes. Je l'ai fait en me servant des dates inscrites sur les plans de construction, dessinés par Alexandre Maîtresse. Bien que cette cité-jardin soit construite et achevée grosso modo en 10 étapes des années 1920 aux 1950, ce plan montre le processus de la construction jusqu'à la 8<sup>e</sup> opération achevée en 1949 (*Figure 3*)<sup>10)</sup>.

## 2 Loyer

Avant de considérer l'espace de l'habitat, il vaut mieux voir comment était déterminé le loyer des logements à la cité-jardin de Suresnes en se basant sur le barème des locations en 1936<sup>11)</sup>.

---

8) *Idées de Cité-jardins. L'exemplarité de Suresnes*, Suresnes, Ville de Suresnes, 1998, p.25-27 ; *Cahiers de l'IA.U.R.I.F.*, vol.51, A-10, p.4 ; Henri Sellier, *op.cit.*, pl.29.

9) Olivier Nicoulaud, "De la cité-jardin à la cité moderne", Katherine Burlen (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*, Saint-Denis, P.U. de Vincennes, 1987, p.125-136 ; Frédéric Dufaux et al., *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Lyon, E. N. S. éditions, 2003, p.10-11 ; Annie Fourcaut et al., *Paris / banlieue. Conflits et solidarités*, Paris, Créaphis, 2007, p.231-233.

10) Archives municipales de Suresnes, T45-57. Cf. *Cahiers de l'IA.U.R.I.F.*, vol.51, A-10, p.5 ; Rolans Ferrato, *Réhabilitation de la cité-jardin de Suresnes*, Nanterre, PROMOCA Centre de Nanterre., 1982, p.204.

11) Archives municipales de Suresnes, T56 (« Office public d'habitations à bon marché du département de la Seine. Barème des locations au 1<sup>er</sup> février 1936 »).

En général, le loyer est d'autant plus cher que le nombre de pièces augmente ; le logement de type pavillonnaire coûte plus cher que celui dans un immeuble collectif ; le logement avec une cuisine indépendante exige un loyer plus important que celui avec une cuisinette installée dans un coins de la salle commune ; en 1936, le loyer annuel est majoré de 120 francs en raison d'une douche et de 792 francs en raison d'une salle de bain ; il est également majoré de 24 francs pour les frais de jardinage et d'entretien des installations d'intérêt collectif ; on peut noter une certaine hausse des prix avec la cave et le chauffage. J'ajoute aussi que la grande pièce dite « studio » est comptée pour 2 pièces si sa surface dépasse 18 m<sup>2</sup> et pour 3 pièces si elle dépasse 27 m<sup>2</sup>. Plusieurs logements avec studio se trouvent dans les immeubles à la Place de la Société des Nations Unies (Place de Stalingrad actuelle), et tous au 4<sup>e</sup> étage.

D'autre part, l'Office public d'HBM du département de la Seine a pris en considération la composition familiale pour la décision du prix des locations. Tout d'abord, pour tous les types de logement, le prix des locations diminue au fur et à mesure qu'augmentent le nombre des personnes dans la famille et celui des personnes à charge. Parmi les « personnes à charge », on compte *les mères de famille* qui ne font pas de travail salarié, *les enfants, pupilles, frères, soeurs, orphelins (du chef ou de la mère de famille)* âgés moins de 16 ans, ceux à l'âge de moins de 18 ans qui sont apprentis régulier ou élèves d'un établissement public, ceux bénéficiaires de l'assistance aux infirmes et incurables (sans limite d'âge), et enfin *les ascendants, frères, soeurs de l'un ou de l'autre conjoint* qui sont bénéficiaires de l'assistance aux vieillards, infirmes ou incurables, ou âgés plus de 70 ans, etc.

Compte tenu de tous ces facteurs, j'ai fait un tableau portant sur les loyers annuels, différents selon les types de logement et l'état de la famille. Veuillez lire ici l'HBMA (habitation à bon marché améliorée) comme le logement avec une salle de bain, l'HBM (habitation à bon marché) comme celui avec une douche

*Tableau 1*

Prix des locations en 1936 [fr. par an]

Nob. /personnes en famille	HBMA 3p.	HBMA 4p.	HBMA 5p.
1	3,324	4,056	4,908
2	3,324	4,056	4,908
3	3,324	4,056	4,908
4	2,688	4,056	4,908
5	1,848	2,916	4,908
6			4,462

Nob. /personnes à charge	HBM 4p.	HBM 5p.
moins de 5	2,352	2,748
5	2,172	2,616
6	1,992	2,484
7	1,800	2,352
8	1,508	2,220
9		2,088
10		1,944
11		1,800
12		1,656

(Sources: Archives municipales de Suresnes, T56)

(Tableau 1).

### 3 Espace de l'habitat

En vue de faire des analyses sur l'espace de l'habitat à la cité-jardin de Suresnes, j'ai pris comme objets d'analyses les logements construits par la 1<sup>re</sup> opération projetée en 1921 (9 immeubles collectifs et 5 maisons pavillonnaires associées de 2 ou 3 logements), et ceux par la 4<sup>e</sup> opération en 1932 (8 habitations pavillonnaires associées de 2 à 8 logements).

Dans l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération, aucun logement n'était muni de douche ni de salle de bain, et les habitants étaient invités à prendre leurs bains ou à faire leurs lessives à l'établissement commun situé au milieu de l'îlot. Les logements pavillonnaires à un étage de l'Allée des Gross Buissons avaient tous 4 pièces

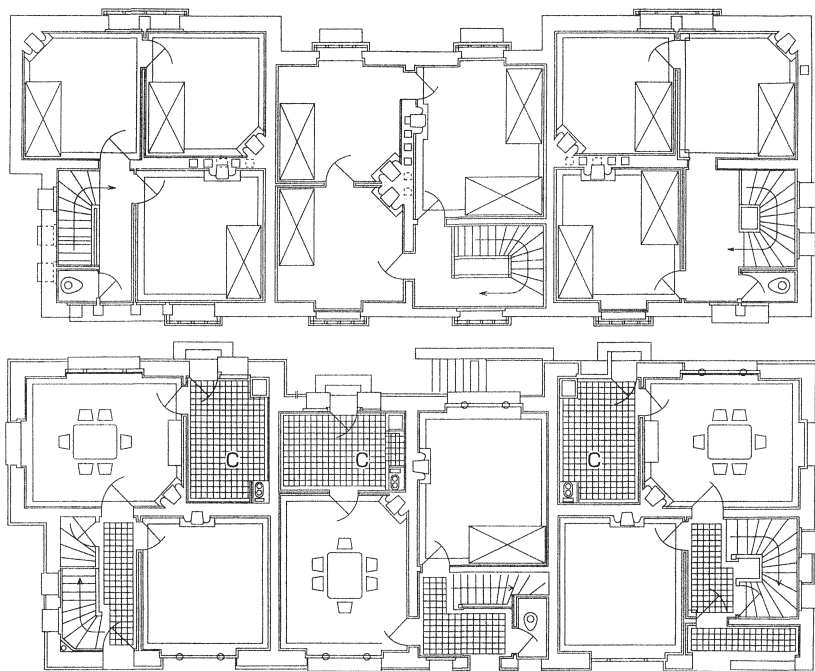


Figure 4 Plans des logements à l'Allée Gros Buisson, 4-8 (sources: Takao Nakano, "A propos de la population aux logements pavillonnaires dans la cité-jardin de Suresnes: plans de construction et listes nominatives de recensements" (en japonais), *Rekishi-yûgaku* (Joies des études historiques', Tokyo, Éd. Yamakawa, 2011, p. 258 ; Archives municipales de Suresnes, T45)

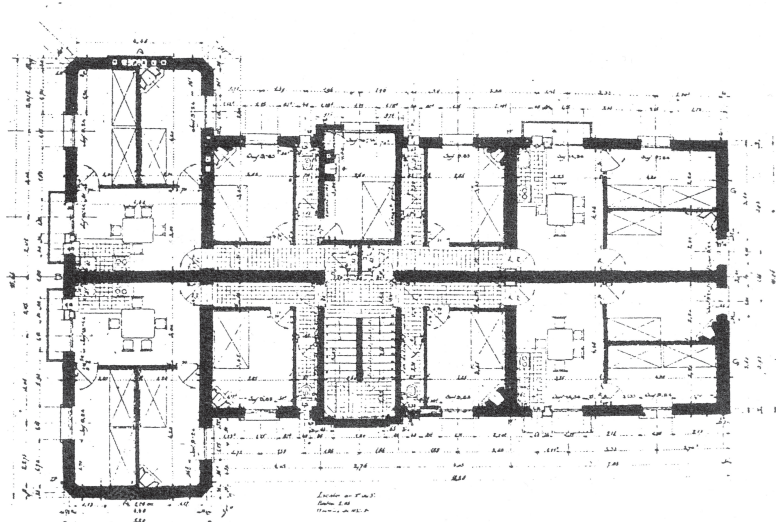
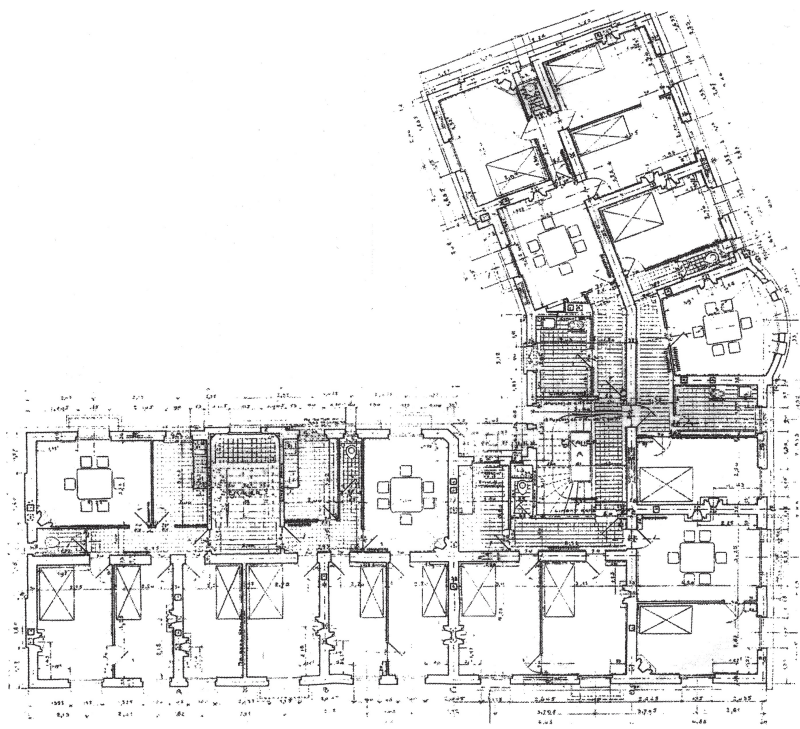


Figure 5 Plan du 2<sup>e</sup> étage, Immeuble B, à l'Avenue Jean Jaurès, 19-23 (sources: *Cahiers de l'I. A. U. R. I. F.*, vol. 51, A-10, p. 6)



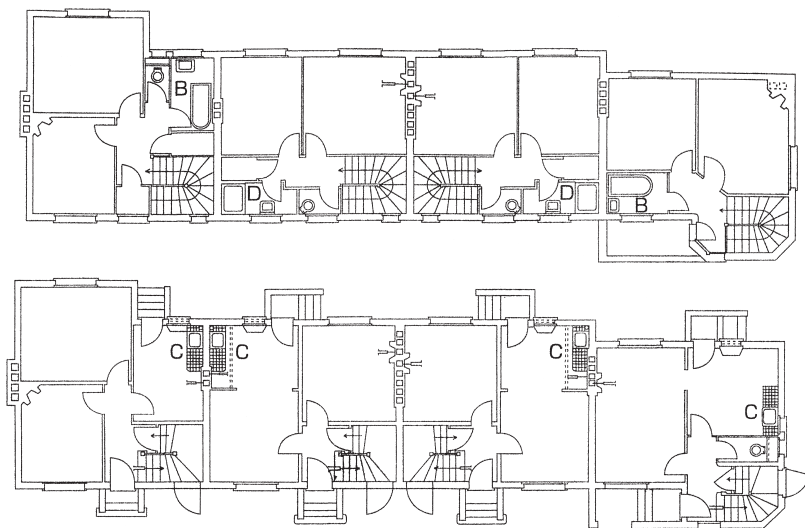


*Figure 6* Plan du 1<sup>er</sup> étage, Immeuble D, à l'Avenue Edouard Vaillant, 1 (sources: Archives municipales de Suresnes, T 45)

(une au rez-de-chaussée, 3 au 1<sup>er</sup> étage), une entrée-couloir, une salle-à-manger, une cuisine indépendante, et un WC (Pavillon) (*Figure 4*). Dans les immeubles collectifs en forme de T sur le plan horizontal, situées au long de l'Avenue Édouard Vaillant et de l'Avenue Jean Jaurès, nous pouvons remarquer à chaque étage 4 logements avec une salle-à-manger-cuisine, un WC, et 3 ou 4 chambres; à l'intérieur de ce logement, il faut passer la salle-à-manger-cuisine pour aller aux chambres au fond (Immeuble B) (*Figure 5*). Dans l'immeuble face au carrefour de l'Avenue Édouard Vaillant et l'Allée des Gros Buissons, existent à chaque étage 5 logements avec une salle-à-manger, une cuisine indépendante, un WC, et 2 ou 3 chambres (Immeuble D) (*Figure 6*). Dans les deux autres immeubles à

l'angle de l'Avenue Jean Jaurès et l'Allée des Gros Buissons et à l'angle de l'Avenue Jean Jaurès et l'Avenue Édouard Vaillant, on trouve à la fois les logements avec une salle-à-manger-cuisine et ceux avec une cuisine indépendante (Immeuble A, Immeuble C)<sup>12</sup>.

Passons aux logements construits par la 4<sup>e</sup> opération. Les logements ici sont tous pavillonnaires à un étage, en 7 groupes: une habitation associée de 2 logements, 2 de 4 logements, une de 6 logements, une de 7 logements, une de 8 logements, et ainsi que la moitié d'une de 6 logements (dont les 3 autres logements ont été déjà achevés avant la 4<sup>e</sup> opération). Dans une maison associée de 4 logements au Chemin de Feuilleuse, je compte 2 logements avec une salle-à-manger-cuisine, 3 chambres, un WC, une douche, et 2 autres avec une cuisine



B: salle de bain, C: cuisine, D: douche

*Figure 7* Plans des logements au Chemin de Feuilleuse, 66-72

(sources: Takao Nakano, *art. cit.*, p.259 ; Archives municipales de Suresnes, T49)

12) Archives municipales de Suresnes, T45 ; *Cahiers de l'I.A.U.R.I.F.*, vol.51, A-10, p.6-7..





Rez-de-chaussée  
Figure 8 Plans des logements à l'Allée William Penn, 6-20 (sources: Archives municipales de Suresnes, T 45)

indépendante, 4 pièces (une salle commune et 3 chambres), un WC, une salle de bain (*Figure 7*). Toujours au Chemin de Feuilleuse, une autre habitation associée de 4 logements du même type, et une de 7 logements dont 3 munis d'une salle de bain et d'une cuisine indépendante, 4 munis d'une douche et d'une cuisinette dans la salle-à-manger. Dans les habitations associées de l'Allée William Penn et de la Rue de Locarno, tous les logements ont une salle-à-manger, une cuisine, une salle de bain, un WC, et 3 ou 4 chambres (*Figure 8*)<sup>13)</sup>.

D'après les critères architecturaux, on peut penser que le loyer augmente dans l'ordre suivant : les logements de l'immeuble B (les moins chers), ceux de l'immeuble A ou C, ceux de l'immeuble D, ceux des habitations pavillonnaires (jusqu'ici à l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération), et ensuite ceux des habitations pavillonnaires au Chemin de Feuilleuse, ceux à l'Allée William Penn et à la Rue de Locarno (ceux-ci sont à l'îlot de la 4<sup>e</sup> opération).

## 4 Population

Afin de cerner la population de la cité-jardin, nous avons tiré les données à partir des listes nominatives de recensements. C'est à partir de 1926 qu'on peut trouver sur les listes nominatives les habitants de la cité-jardin de Suresnes, ce d'abord ceux de l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération seule, 1.126 (hommes 551 et femmes 575), soit 5,2 % de la population de la ville de Suresnes (21.652) et 204 ménages, soit 2,6 % des ménages suresnois (7.972). En 1936, l'ensemble des habitants s'élève à 7.304 (hommes 488 et femmes 465), soit 29,8 % de ceux de la ville (32.013), et celui des ménages à 2.030, soit 17,8 % des ménages suresnois. Les deux tiers de ses logements y ont déjà vu le jour sur le plateau-sud.<sup>14)</sup>

---

13) Archives municipales de Suresnes, T49

14) Listes nominatives des recensements, Suresnes, 1926, 1931, 1936, 1946.

J'ai essayé de mettre en lumière l'état de la population, tout en prêtant attention aux chefs de famille, surtout pour savoir les familles de quelle couche sociale avaient tendance d'y demeurer longtemps.

A ce propos, j'ai préparé 4 tableaux relatifs à l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération, et à celui de la 4<sup>e</sup>. Le *tableau 2* nous montre la répartition des chefs de famille selon les catégories professionnelles. Les gens de divers niveaux, de haut en bas, y habitaient. Parmi les 7 catégories professionnelles, celles de « cadres moyens, employés » et de « artisans, ouvriers » sont les plus nombreuses et les plus importantes. Ainsi j'ai fait le *tableau 3* concernant les chefs de famille appartenant à ces deux catégories ; ils sont répartis selon les immeubles, à savoir pour l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération selon les 4 types d'immeuble collectif et les habitations pavillonnaires, et pour l'îlot de la 4<sup>e</sup> opération selon les habitations pavillonnaires situées à Rue de Locarno et Allée de William Penn, et celles au Chemin de Feuilleuse. Le *tableau 4* porte sur les familles restant à la même adresse pour longtemps, c'est-à-dire dans le cas de la 1<sup>re</sup> opération, les familles répertoriées en 1926 qui restent toujours inscrites en 1931, 1936, 1946, et dans le cas de 4<sup>e</sup>, celles en 1936 qui demeurent même en 1946. Enfin, le *tableau 5* nous permet de connaître les professions des chefs de famille qui habitent longtemps, pour 20 ans dans l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération, et pour 10 ans dans celui de la 4<sup>e</sup>.

Quelques remarques de ma part sur ces quatre tableaux. Dans l'îlot de la 1<sup>re</sup> opération, les chefs de famille de la catégorie « artisans, ouvriers » sont le plus nombreux déjà en 1926 et ils ont tendance à y rester plus longtemps que ceux de la catégorie « cadres moyens, employés, etc. », tandis que dans l'îlot de la 4<sup>e</sup>, ceux de la catégorie « cadres moyens, employés, etc. » sont plus nombreux et y restent plus longtemps que ceux de la catégorie « artisans, ouvriers ». Bien que je ne puisse pas entrer très en détail ici, il est possible de dire que les « artisans, ouvriers » sont enclins à vivre plus longtemps dans la cité-jardin que les « cadres moyens, employés, etc. », à condition qu'ils louent un logement moins cher ou

Tableau 2

Profession des chefs de famille, îlots de la 1<sup>re</sup> op. et de la 4e op.

[Nob.]

	îlot 1re op.				îlot 4e op.
	1926	1931	1936	1946	1936
prof. a	5	6	4	1	2
b	49	45	42	33	13
c	1	5	3	4	2
d	2	2	3	2	0
e	128	122	123	131	7
f	5	3	6	8	0
g	3	1	0	2	1
sans prof.	1	15	16	19	1
inconnus	11	2	1	1	0
Totaux	204	201	198	201	26

Prof. a négociants, industriels, ingénieurs, etc.

b cadres moyens, employés, etc.

c commerçants

d jardiniers, cultivateurs

e artisans, ouvriers

(sources: Listes nominatives, Suresnes, 1926, 1931, 1936, 1946)

Tableau 3

Profession des chefs de famille et habitations [Nob. (%)]

îlot 1 <sup>re</sup> op.		1926	1931	1936	1946	îlot 4e op.		1936
Imm. A	prof. b	9(37,5)	7(28,0)	6(26,1)	6(24,0)	Loc./W.Pe.	prof. b	7(58,3)
	e	10(41,7)	14(56,0)	13(56,5)	14(56,0)		e	2(15,4)
Imm. B	b	20(16,7)	16(13,5)	15(13,2)	14(12,0)	Feuilleuse	b	6(42,7)
	e	87(72,5)	84(70,6)	82(71,9)	83(71,0)		e	5(35,7)
Imm. C	b	9(36,0)	9(37,5)	10(40,0)	6(25,0)			
	e	13(52,0)	11(45,8)	10(40,0)	12(50,0)	Totaux	b	13(50,0)
Imm. D	b	8(34,8)	8(40,0)	7(30,4)	5(22,7)		e	7(26,9)
	e	10(43,5)	7(35,0)	13(56,5)	15(68,2)			
Pavillons	b	3(25,0)	5(38,5)	4(30,8)	2(15,4)			
	e	8(66,7)	6(46,2)	5(38,5)	7(53,9)			
Totaux	b	49(24,0)	45(22,4)	42(21,2)	33(16,4)			
	e	128(62,8)	122(60,7)	123(62,1)	131(65,2)			

(sources: Listes nominatives, Suresnes, 1926, 1931, 1936, 1946)

Tableau 4  
Familles qui habitent longtemps (Nob. (%)]

îlot 1 <sup>re</sup> op.	1926	1931	1936	1946	îlot 4e op.	1936	1946
Imm. A	24	15(62,5)	6(25,0)	4(16,7)	Loc./W.Pe.	12	3(25,0)
B	120	78(65,0)	41(34,2)	28(23,3)	Feuilleuse	14	7(50,0)
C	25	14(56,0)	9(36,0)	2(8,0)			
D	23	12(52,2)	6(26,1)	2(8,7)	Totaux	26	10(38,5)
Pavillons	12	11(91,67)	9(75,0)	4(33,3)			
Totaux	204	130(63,7)	71(34,8)	40(19,6)			

(sources: Listes nominatives, Suresnes, 1926, 1931, 1936, 1946)

Tableau 5  
Profession des chefs de famille qui habitent longtemps [Nob. (%)]

	îlot 1 <sup>re</sup> op		îlot 4e op		
	1926-1946		1936-1946		
	Ensemble	Imm. B	Ensemble	Loc./W.Pe.	Feuilleuse
prof. a	1(2,5)	1(3,6)	0	0	0
b	6(15,0)	3(10,7)	7	2	5
c	0	0	1	1	0
d	1(2,5)	1(3,6)	0	0	0
e	27(67,5)	20(71,4)	2	0	2
f	1(2,5)	1(3,6)	0	0	0
g	0	0	0	0	0
sans prof.	4(10,0)	2(7,1)	0	0	0
Totaux	40(100,0)	28(100,0)	10	3	7

(sources: Listes nominatives, Suresnes, 1926, 1931, 1936, 1946)

beneficient du loyer avantageux grâce à leur composition familiale. Les «cadres moyens, employés », quant à eux, préfèrent choisir un logement mieux équipé, même si le loyer y est cher<sup>15)</sup>.

15) Cf. « C'est un fait bien connu d'ailleurs que les employés affectent aux dépenses du logement et de l'habillement des sommes plus importantes que la plupart des autres travailleurs, alors que leurs dépenses d'alimentation sont généralement moindres. Le revenu n'est pas en cause (...) Dans notre enquête, ces exigences ne se traduisent pas toujours par le besoin d'un logement plus grand mais parfois d'un logement pourvu de plus de confort, mieux équipé en eau, en installations sanitaires, ce qui entraîne aussi un loyer plus élevé. » (cité de Gabrielle Letellier, *Enquête sur le chômage*, tome 3 : *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation*, Paris, Recueil Sirey, 1949, p.128.)

## 5 Du dispensaire

Je me suis également efforcé d'éclaircir le fonctionnement du dispensaire, un des établissements communs dans la cité-jardin de Suresnes, ouvert en 1932 surtout pour les enfants<sup>16)</sup>. La mairie de Suresnes a confié ce dispensaire à une fondation laïque, dite la « Nouvelle Étoile des Enfants de France » (NEEF). Le dispensaire fonctionnait depuis lors en profitant des aides financières de la municipalité, du département et de l'État. D'autre part, les médecins étaient souvent invités à y venir faire les consultations de l'extérieur de la cité-jardin et même de la ville. Ils venaient de Paris en particulier. Le dispensaire a reçu un certain nombre de clients venus des quartiers voisins, non seulement de Suresnes mais aussi des communes voisines comme Rueil, Nanterre, Sait-Cloud. La cité-jardin de Suresnes avait donc absolument besoin des aides extérieures de diverses sortes.

## 6 Associations civiles

A l'aide d'une liste des associations civiles, faite par la ville de Suresnes et datée le 29 mars 1939, j'affirme que 9 associations sur 58, à savoir 15,5 %, gardaient leur siège dans la cité-jardin, et 12 sur 58, à savoir 20,7 %, y avaient l'adresse de leur président<sup>17)</sup>. Bien que ces chiffres n'atteignent pas à la proportion représentée par les habitants de la cité-jardin dans l'ensemble de la population suresnoise (presque 30 % en 1936), les habitants de la cité-jardin, assez nombreux me semble-t-il, ont alors formé un certain nombre d'associations, et ils n'ont pas hésité à participer aux activités de diverses associations non

---

16) Archives municipales de Suresnes, Q64.

17) Archives municipales de Suresnes, R50

seulement à l'intérieur mais aussi en dehors de la cité-jardin. Comme il y a quelques sections suresnoises des associations nationales, je me permets de dire que pas mal d'entre eux ont même participé aux activités sur le plan national.

## **Conclusion provisoire**

Pour conclure, je me contente d'avancer quelques hypothèses sur la cité-jardin de Suresnes et sa population, car je n'ai pas encore poussé jusqu'au bout mon projet de recherche. Pour ce projet, je dois prendre en considération la population des immeubles collectifs à la Place de la Société des Nations Unies, immeubles construits par la 5<sup>e</sup> opération de 1932 à 1934.

D'après les études historiques depuis trente ans portant sur la cité-jardin de Suresnes, Henri Sellier et ses amis avaient alors l'intention d'y créer un monde 'communautaire' où vivent hygiéniquement et harmonieusement les habitants de divers souches sociaux, et d'ainsi résoudre les difficultés causées par l'urbanisation accélérée dans la région parisienne. Cet objectif a été pourtant trahi par la réalité sociale, car les habitants y ont choisi leur logement en fonction de leur revenu et de leur goût: les familles de la catégorie « artisans, ouvriers » profitaient souvent des réductions de loyer octroyées par l'Office public d'HBM suivant la composition familiale pour y garder longtemps leur demeure; celles de « cadres moyens, employés, etc. » de leur part accordaient de l'importance à leur goût dans le choix de logement et elles n'ont pas hésité de quitter la cité-jardin, si nécessaire. Il me semble donc difficile de supposer que l'identité 'communautaire' y soit partagée par l'ensemble de la population. Les logements de la cité-jardin de Suresnes étant intégrés au marché immobilier de l'agglomération parisienne, les habitants adaptent leur comportement aux circonstances de temps, tout en respectant la logique du marché économique davantage que leur attachement à ce quartier de résidence. Et ce qui est certain,

La population d'une cité-jardin de la banlieue parisienne : Suresnes, 1926-1946 (Takao Nakano)

c'est que leurs activités de diverses sortes se déroulent quotidiennement dans un cadre beaucoup plus large que la cité-jardin de Suresnes.